

La biodiversité se paie en espèces

NOUS SOMMES au cœur d'une nouvelle grande extinction d'espèces. La première d'origine anthropique. Le taux d'extinction actuel est 10 000 fois supérieur au taux d'extinction naturel. « Si rien ne change dans les comportements humains », les scientifiques prédisent la diminution d'environ 25 à 50 % de la diversité biologique, d'ici la fin du siècle. Heureusement, en 2001, l'Europe s'est engagée la main sur le cœur à stopper cette chute infernale dans l'Union, à l'horizon 2010.

Les représentants européens ont entendu le souhait de leurs citoyens : préservons notre biodiversité. La beauté d'une jonquille, le calme d'une baleine, la force d'un bousier, l'appétit d'une tique... oui, là c'est déjà moins sûr. Car je suis « pour la biodiversité », mais pas à n'importe quel prix. Il ne faudrait pas qu'elle me pique, me contraigne à ne plus tondre ma pelouse, rogne mon confort quotidien, pèse sur mon revenu ou m'empêche d'entreprendre... Et cela aussi, l'Europe l'a bien compris : même si elle fait de la biodiversité une priorité, il est exclu que celle-ci freine sa croissance économique. C'est la loi tacite, ici comme ailleurs. Alberto, ce paysan Quichua rencontré au sommet de la Sierra équatorienne, ne nous contredira pas. Les joues mélangeant le brun du soleil et de la terre au rouge du froid et du labeur, il s'interroge : « Pourquoi mon champ ne produit-il plus que des miettes ? ». Sa terre est de pierre et son revenu de misère. Mangés par une frénétique érosion. L'explication ? Il lève les yeux et les pose sur ces terres brûlées. Là, sur les hauteurs du village, le *paramo* - plante indigène typique des hauts plateaux et clé de voûte de leur biodiversité - captait l'eau et abreuvait les parcelles. Avant qu'on ne l'embrace, pour pouvoir y planter des pins par centaines de milliers. Pour lutter contre le réchauffement climatique, autre terrifiante urgence planétaire, via un mécanisme dit « de développement propre », financé par l'un de nos pays.

« Développement propre », kesako ? Les pays occidentaux engagés dans le protocole de Kyoto, contraints pour la plupart de diminuer drastiquement leurs émissions de CO₂, disposent d'un mécanisme leur permettant la réalisation de projets environnementaux dans un pays du Sud. Par exemple, la forestation qui, par la photosynthèse, absorbe le dioxyde de carbone. Le bénéfice en termes d'émissions de CO₂ est comptabilisé au profit de l'entité qui finance le projet. Et de voir en Équateur les pins se vendre comme des petits pains. Car ils absorbent plus de CO₂ que la plupart des autres espèces. Question de rentabilité : cela coûte moins de planter des pins à l'étranger, sans tenir compte ni de l'endroit ni de la méthode, que de changer les modes de production et de consommation chez soi. Tant pis si, sur les collines d'Alberto, ils acidifient les sols et assèchent les champs, alors que d'autres espèces pourraient au contraire les fertiliser. Tant pis si la biodiversité y est agressée, détraquée, décharnée. Tant pis si les fils d'Alberto doivent se contenter aujourd'hui de deux dollars par jour. Brûlant parfois eux-mêmes le *paramo* pour gagner quelques ares à cultiver, se disant que « si les experts le font et sauf avis contraire, c'est que ça ne doit pas être mauvais ». Et de déménager demain.

Sans comprendre pourquoi Pachamama ne leur offre plus rien.

Nul n'est dupe, loin d'être altruiste, cette logique est principalement sonnante et rébuchante. Et avec un peu de chance et de calculs futés, l'importation en Europe de maïs doux génétiquement modifié, récente décision de la Commission, permettra de payer ces projets de forestation en Équateur ou ailleurs. Et de déclarer sur les ondes que, si l'on plante des arbres, la planète y gagne en biodiversité et dans la lutte contre le réchauffement climatique. Même si, au Nord comme au Sud, on paie en espèces.



Christophe DUBOIS
rédacteur en chef